

Prostitution

Rapport de la représentante de PDF Québec au 4e congrès de CAP International à Montréal (juin 2024)

Des membres de Pour les droits des femmes du Québec étaient présentes au quatrième congrès de CAP (Coalition Abolition Prostitution) International, qui a eu lieu à Montréal du 1^{er} au 3 juin 2024. Il s'agit d'une coalition de trente-cinq organisations provenant de vingt-sept pays, militant pour le modèle Égalité (connu auparavant sous le nom de « modèle nordique »), visant l'abolition de la prostitution. Au Canada, la CLES et le Vancouver Rape Relief sont les deux organismes qui en font partie.

Le congrès a débuté par une marche mondiale des survivantes de la prostitution. On estime qu'environ 300 personnes étaient présentes et la météo était au rendez-vous! Ce rassemblement était une occasion de rappeler aux États, dont le Canada, qu'ils font trop peu pour aider les personnes à se sortir de la prostitution ou à l'éviter.

Cette année, nous fêtons les dix ans de l'adoption de Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation (LPCPVE) par le gouvernement canadien. Plusieurs panellistes ont déploré le fait que la loi n'est pas suffisamment appliquée, étant peu mise de l'avant par le gouvernement libéral actuel. Concernant la criminalisation des acheteurs de sexe, les services de police des différentes provinces ont des pratiques inégales. Celui de la Colombie-Britannique refuse d'appliquer la loi fédérale, alors que celui du Manitoba se rapproche davantage de ce qui était prévu par la loi. Au Québec, un projet pilote a ciblé des acheteurs, mais la professeure de droit Janine Benedet et les organismes spécialisés sont d'avis qu'il y a beaucoup de chemin à faire pour que la loi soit comprise et appliquée.

La sénatrice Julie Miville-Dechêne s'est exprimée sur son projet de loi portant sur la pornographie, qui alimente le sexisme et le racisme. Des panélistes ont d'ailleurs abordé les défis particuliers des femmes autochtones et asiatiques, surreprésentées dans la prostitution au Canada.

Parmi les panélistes internationaux, on note entre autres la présence de Catharine MacKinnon, célèbre avocate et professeure de droit américaine ayant dénoncé le harcèlement sexuel en milieu de travail et la violence dans la pornographie. Étaient présentes également Julie Bindel, journaliste britannique, et Melissa Farley, psychologue clinicienne ayant effectué d'importantes recherches sur la prostitution. Elles ont toutes les deux dénoncé les reculs pour les femmes ainsi que les liens entre l'industrie du sexe et l'idéologie de l'identité de genre. Madame Farley a ainsi souligné que certains types de pornographie contribuent énormément à une conception fétichiste du corps féminin et à l'augmentation des transitions de genre. Elle a aussi affirmé qu'il fallait davantage enseigner l'empathie à l'école primaire que l'éducation sexuelle.

Enfin, l'événement a été une occasion de rappeler que la lutte contre la prostitution se fait à plusieurs niveaux. De la responsabilisation des municipalités délivrant des permis aux salons de massage à un travail de sensibilisation au sein des instances internationales. Si plusieurs pays sont signataires du Protocole de Palerme de l'ONU, visant la lutte contre la traite des êtres humains, des défenseurs de la prostitution sont toutefois très actifs au sein de l'Organisation mondiale de la santé et d'ONUSIDA. Il y a également beaucoup de travail à faire pour offrir des alternatives aux femmes pauvres de partout. Une lueur d'espoir : Reem Alsalem, rapporteure spéciale des Nations unies sur la violence contre les femmes et les filles, qui était présente au congrès, a récemment produit un important [rapport](#) portant sur les liens entre prostitution et violation des droits humains.